«Emmanuel Macron et Jean-Noël Barrot, intervenez auprès de Donald Trump pour la libération de Boualem Sansal et Christophe Gleizes»

Par Lina Murr Nehmé et Michel Fayad Il y a 1 heure

Donald Trump Boualem Sansal Gaza Algérie



L'écrivain Boualem Sansal et le journaliste Christophe Gleizes. AFP / MEHDI FEDOUACH / AFP / HANDOUT

TRIBUNE - L'historienne Lina Murr Nehmé et l'analyste politique Michel Fayad plaident pour que la libération de Boualem Sansal et Christophe Gleizes devienne une condition de l'accord de paix que prépare Washington entre l'Algérie et le Maroc.

Lina Murr Nehmé est historienne, géopolitologue, islamologue, spécialiste du monde arabe, amie de Boualem Sansal et co-auteure du livre Le nouvel Antisémitisme en France (Albin Michel, 2018), dont Sansal aussi est co-auteur. Auteure, également, de nombreux livres dont : Fatwas et Caricatures : la stratégie de l'islamisme (Salvator,

2015), Quand les Anglais livraient le Levant à l'État Islamique : Or, corruption et politique étrangère britannique (Salvator, 2016), et L'Islamisme et les Femmes (Salvator, 2017).

Michel Fayad est analyste politique et géopolitique, formateur en géopolitique des hydrocarbures et en géopolitique des métaux stratégiques et des terres rares à l'IFP Training (IFP Énergies Nouvelles), doctorant en Diplomatie, Administration Publique et Politique à l'UGA et Sciences Po Grenoble.

Monsieur le président, Monsieur le ministre,

En ce moment charnière de l'histoire du Maghreb, et alors que les États-Unis s'efforcent de rapprocher Alger et Rabat, une chance unique se présente : celle d'associer la diplomatie à la justice. C'est pourquoi nous vous écrivons aujourd'hui — pour vous demander d'agir, sans attendre, afin que la libération de Boualem Sansal et Christophe Gleizes devienne une condition humanitaire majeure dans le cadre de l'accord de paix que prépare Washington entre l'Algérie et le Maroc.

Cette issue diplomatique, portée par <u>l'administration Trump</u>, pourrait devenir un levier d'espérance, non seulement pour la région, mais aussi pour l'honneur de la France. Car défendre Boualem Sansal, c'est défendre ce trésor qui a caractérisé la France dans le monde : la liberté de penser, d'écrire et de critiquer.

Boualem Sansal, homme d'un grand âge et d'une santé précaire, a tout donné pour défendre la liberté. Il était haut-fonctionnaire, il n'est plus qu'auteur. Mais quel auteur ! Sa phrase ciselée avec le plus grand art est un des fleurons de la littérature française de tous les temps. Lauréat de multiples prix, il a vu ses livres traduits dans le monde entier, alors qu'il était l'une des plus grandes voix de la littérature francophone dans le monde. Et maintenant qu'il est Français, il est arrêté en Algérie, en tant que citoyen relevant de vous, monsieur le président de la République.

Ce Français est détenu à Alger, dans un cachot de la prison d'El-Harrach ; il y purge une peine de cinq ans de prison ferme pour "atteinte à l'unité nationale", alors qu'il ne faisait que défendre, concernant le Sahara occidental, la position de la France que vous-même, monsieur le Président, veniez d'exprimer lors de votre visite au Maroc.

Le 1^{er} juillet 2025, la Cour d'Alger a confirmé en appel la condamnation de cet homme, votre concitoyen. Privé d'air, de lumière, de soins adéquats, traîné de la prison à l'hôpital et de l'hôpital à la prison, Sansal partage le sort de nombreux journalistes et intellectuels algériens réduits au silence.

Son engagement pour la vérité, sa critique courageuse de l'islamisme et des régimes autoritaires, en font une conscience universelle. Qu'un tel homme croupisse aujourd'hui derrière les barreaux, est une humiliation pour tous ceux qui croient à la liberté. Et pour la France.

Et que peut-on reprocher à Christophe Gleizes ? D'avoir, en tant que journaliste, couvert un événement sportif en Kabylie ? Si un journaliste algérien couvrait un événement sportif chez les indépendantistes basques, est-ce que la France le mettrait en prison ?

Entre-temps, une fenêtre diplomatique semble s'ouvrir. Steve Witkoff, envoyé spécial de Donald Trump pour le Moyen-Orient, a déclaré sur une chaîne de télévision américaine :

« Nous travaillons actuellement sur l'Algérie et le Maroc ; et selon moi, un accord de paix sera conclu entre eux d'ici 60 jours. »

Un accord historique, donc, qui pourrait mettre fin à des années de rupture diplomatique entre les deux pays et redessiner l'équilibre du Maghreb. Sa réussite serait une chance pour la stabilité régionale, la lutte contre le terrorisme et la maîtrise des flux migratoires — des enjeux vitaux pour la France et pour l'Europe.

Agissez maintenant — pour Boualem Sansal, pour Christophe Gleizes, pour la dignité de la France, et pour l'honneur de la parole libre et le droit d'informer.

Or, notre pays ne peut pas être médiateur direct : l'Algérie rejette toute initiative française, nourrie par un contentieux mémoriel toujours vif et par le soupçon de partialité en faveur du Maroc. Mais la France a un autre rôle à jouer. Ses liens solides avec les États-Unis et le Maroc lui offrent un canal d'influence réel. Les relations franco-marocaines n'ont jamais été aussi étroites : coopération énergétique, partenariats militaires comme l'exercice *Chergui 2025*, échanges universitaires, projets industriels communs... autant de signes d'une confiance retrouvée.

Dans ce contexte, vous avez le pouvoir d'agir, Monsieur le Président, Monsieur le Ministre. Vous pouvez — et devez — convaincre le président Trump d'inclure la <u>libération de Boualem Sansal</u> et de Christophe Gleizes dans les discussions entre Alger et Rabat. Ce geste ne coûterait rien politiquement, mais il aurait une portée immense : celle de faire du dialogue une victoire morale, et de la paix une avancée pour les droits humains.

La France, l'Union européenne et plusieurs organisations internationales ont déjà dénoncé l'emprisonnement de Sansal et de Gleizes. Mais les mots ne suffisent plus : il faut des actes. Et cette fenêtre de soixante jours — peut-être la dernière — ne doit pas se refermer sans que la France ait fait entendre sa voix, non par posture, mais par fidélité à ses valeurs.

Monsieur le président, Monsieur le ministre,

l'Histoire se souviendra de ceux qui auront su faire passer la liberté avant la diplomatie du silence.

Boualem Sansal est un écrivain, pas un criminel. Son combat pour la vérité est aussi le nôtre.

Christophe Gleizes est un journaliste, pas un criminel. Son droit d'informer est aussi le droit des Français à être informés, surtout que le sport est censé unir les peuples, et non les diviser.

En tant que citoyens français, tous deux relèvent de vous. Intervenez auprès de Donald Trump. Faites de cette paix en gestation, un symbole de justice.

Agissez maintenant — pour Boualem Sansal, pour Christophe Gleizes, pour la dignité de la France, et pour l'honneur de la parole libre et le droit d'informer.

Veuillez agréer, Monsieur le président, Monsieur le ministre, l'expression de notre haute considération.

La rédaction vous conseille

- → «Il a été condamné pour avoir fait son travail» : sept ans de prison pour le journaliste sportif Christophe Gleizes
- → «Il faut lire Boualem Sansal, non seulement pour les raisons qu'on devine, mais parce que c'est un grand écrivain»

Sur le même thème

IA, puces, quantique... Face à Donald Trump, la Chine veut muscler sa souveraineté technologique 🔽

Échec du sommet Trump-Poutine à Budapest : la Russie rejette la faute sur l'Union européenne 🗽

À Cuba, face à la menace Trump, le clan Castro revient sur la scène 🔽

Dans l'hypothèse d'un sommet avec Trump, Vladimir Poutine pourrait-il se rendre en Hongrie sans être arrêté ?

La perspective d'un sommet Trump-Poutine à Budapest pour préparer la paix en Ukraine s'éloigne 🔽

Bertille Bayart : « Ils vont (encore) tuer le capitalisme » 🔽

Métaux critiques : Trump signe un accord avec l'Australie pour contrer la Chine **★**

« Les Américains exercent une pression pour modérer la réponse israélienne » : Jared Kushner et Steve Witkoff en Israël pour sauver le cessez-le-feu à Gaza 🗽

Budapest, siège d'un futur sommet Trump-Poutine : un affront pour l'Ukraine

Redécoupage électoral aux États-Unis : la Californie prête à imiter le Texas 😿